Le pouvoir du marché et les « défaillances techniques » du régime « cybercratique global »

Isaac Enríquez Pérez

mercredi 10 novembre 2021, mis en ligne par Françoise Couëdel

25 octobre 2021.

Sur internet rien n'est gratuit : c'est l'utilisateur lui-même qui est devenu l'affaire rentable, en octroyant sa confiance et ses données aux puissantes corporations digitales.

Avec environ 2 milliards 853 mille usagers estimés au niveau mondial en juillet 2021, Facebook est la plateforme de réseau socio-digital avec le plus grand nombre d'usagers actifs. Parallèlement à Instagram – l'autre réseau socio-digital similaire –, Messenger et WhatsApp – son service de messagerie instantanée, qui a plus de 2 milliards d'usagers dans le monde – Facebook est un peu plus qu'un réseau de communication digitale. C'est un empire avec des ramifications et des portées globales qui opère selon des critères monopolistiques et hautement rentables, et qui est capable de centraliser et de manipuler des transactions économiques et les informations personnelles et intimes de milliards d'êtres humains.

La « panne technologique » récente de Facebook n'attirerait pas l'attention et ne serait pas considérée comme une simple panne qui a interrompu la communication durant quelques heures, si ce n'est parce que le pouvoir du marché de cette corporation est directement proportionnel à la faiblesse ou à l'absence de mécanismes régulateurs aux États-Unis. Les erreurs dans la maintenance routinière qui a conduit à ce que Facebook « s'efface » de lui même d'internet et la défaillance de ses routeurs pendant plus de six heures ne seraient pas des évènements résiduels, car le fondateur de Facebook lui-même, Mark Zuckerberg, a vu sa fortune personnelle en quelques heures chuter d'environ 6 milliards de dollars (ne serait-ce qu'au Mexique on évalue les pertes à 265 millions de pesos, soit un équivalent d'environ 12 millions 800 mille dollars). Ces défaillances récentes coïncident aussi avec l'annonce faite le 22 septembre dernier de ce que les données personnelles d'1milliard 500 mille utilisateurs de Facebook étaient en vente sur des forums de hackers ou ce qu'on appelle le Dark Web.

La vulnérabilité de l'ère de l'information se fait sentir avec ces épisodes conjoncturels en apparence mais qui mettent en évidence les contradictions sous-jacentes pour ce qui est du pouvoir et des capacités technologiques concentrées dans les mains de ces corporations digitales qui sont capables de cacher des informations à leurs utilisateurs et à des gouvernements de nombreux pays, les États-Unis compris, particulièrement en matière de sécurité mentale et émotionnelle des enfants, l'usage de leurs algorithmes et la viralité de discours violents, polarisants ou clivants, saturés de haine et de positions extrémistes. Ces entreprises non seulement ne les interdisent pas mais elles les tolèrent et en font la base de leur rentabilité.

La centralisation et la concentration de pouvoir de ces grandes corporations privées se fondent sur des décisions qui concernent la liberté d'expression et l'exercice des droits politiques. Cela a été observé lors de la « déconnection » – en janvier dernier – de Donald Trump, alors président des États-Unis, de ses principaux réseaux sociaux. L'absence de contrepoids est flagrante étant donné la nature de monopole de Facebook et avec l'exercice d'un pouvoir qui dépasse les États eux-mêmes. Le modèle de spéculation basé sur l'extraction de données personnelles est la pierre angulaire de ce pouvoir qui s'exerce avec l'assentiment total des usagers eux-mêmes, sans qu'existe une régulation d'État qui les protège surtout pour ce qui concerne les groupes sociaux vulnérables. Ce pouvoir hautement concentré – ceux d'autres réseaux socio-digitales, YouTube inclus – s'étend même sur le terrain de l'élaboration de significations grâce au contrôle qu'ils exercent sur le discours et les récits de la science : c'est ce qu'on observe pour ce

qui est de la pandémie du Covid 19 et la construction médiatique du coronavirus [1].

La montée de l'anxiété et de l'angoisse crée par la défaillance de ces plateformes s'est révélée ce 4 octobre. Le phénomène est cependant plus profond : de manière générale la connectivité des individus aux réseaux sociaux a un impact sur leur santé mentale. Des souffrances commencent à se manifester comme la nomophobie qui renvoie à la peur qui s'insinue chez les individus qui font face à la déconnexion digitale ou à la perte ou au retrait de leur téléphone mobile. Ce sont les femmes et les jeunes qui sont les plus affectés par cette sensation irrationnelle qui va jusqu'à se manifester de façon compulsive. Plus encore : l'état d'esprit et l'estime de soi sont affectés par cette distorsion cognitive et faiblement créative. Sur les réseaux sociaux l'image prime sur la parole et celle-ci tend à se faire lapidaire ou réduite ; en même temps que de nombreux utilisateurs s'efforcent de se montrer comme des êtres parfaits en apparence, ce qui ne correspond nullement à leurs émotions et leurs sensations intérieures. La dissociation de la réalité pourrait être une conséquence de cette relation contradictoire et asymétrique entre les réseaux sociaux et les usagers.

Frances Haugen, ancienne cadre de l'entreprise et spécialiste de la compagnie, a révélé des documents confidentiels dans lesquels les cadres de Facebook reconnaissent la pratique de « pression esthétique et psychologique d'Instagram sur les adolescents », ce qui met en évidence l'absence d'autorités régulatrices. Il est fortement probable – comme le démontrent certaines enquêtes sur la perception par la jeunesse de ces medias – que cela induise des troubles de l'alimentation et même des tendances suicidaires dans cette tranche d'âge.

Cette même ex-cadre a déclaré – lors de sa comparution devant le Sénat des États-Unis, le dimanche 3 octobre dernier – que certains des algorithmes de Facebook amplifient la haine et la désinformation, car les utilisateurs parviennent à se laisser captiver par la réaction émotionnelle et, plus s'accentue la polarisation plus ils interagissent et consomment en ligne. La voracité de la corporation se révèle dans le fait qu'elle privilégie la rentabilité plutôt que la sécurité ; en même temps qu'elle couvre et dissimule ces impacts négatifs sur la santé mentale de ses utilisateurs.

La soi-disant « panne » globale du 4 octobre n'a eu aucune répercussion juridique pour Facebook, malgré le tort causé à des millions d'utilisateurs qui font usage du réseau digital comme instrument de travail et de commercialisation. Sous le prétexte de la supposée gratuité cette corporation dissimule ses failles, ses erreurs et ses abus, « se remettant de sa défaillance » dans les mêmes conditions d'usage, communément acceptées par les usagers.

La réalité est que sur Internet rien n'est gratuit et quand un usager est sincèrement convaincu du contraire il ne soupçonne même pas qu'il est lui-même une bonne affaire quand il donne sa confiance et ses informations à ces corporations, ce qui contribue à augmenter leur immense pouvoir. En outre bien que les applications soient gratuites quand on les charge, en les utilisant les utilisateurs mettent à disposition de ces entreprises une grande quantité d'information et de données personnelles grâce aux enregistrements et aux envois de post. Immédiatement ces corporations commercialisent ces informations pour faire des études de marché, traquer les clichés ou les thèmes les plus séduisants, commentés par un grand nombre d'utilisateurs, analyser les tendances de l'opinion publique, tandis que par leur réseau digital circulent des discours de haine et la polarisation qui façonnent des prises de position politiques extrémistes au sein de la population.

Des dispositifs comme WhatsApp en viennent même à supplanter la téléphonie conventionnelle, les SMS et le courrier électronique, particulièrement chez les groupes sociaux de jeunes. Et cela conduit à valider un pouvoir du marché pratiquement de monopole qui non seulement est loin de l'efficacité économique supposée mais des fondements et des principes répandus par le discours de la démocratie libérale.

Oubliant l'immédiateté de – « la panne globale de Facebook » – il faut mettre l'accent sur les risques réels qui menacent l'humanité avec l'émergence possible d'un « régime cybercratique global ». Si on perd cela de vue il est hautement probable que les sociétés nationales échoueront dans leur débat sur la construction de significations. Le risque est encore plus grand face à l'intronisation de l'homo digitalis et l'expansion de l'ignorance technologisée. Délibérer collectivement sur le rôle et la dimension exacte de

ces corporations privées est une tache urgente qu’exige l’impératif de déconstruire l’énorme pouvoir octroyé par les usagers qui ont placé leur confiance dans ces corporations.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : https://www.alainet.org/es/articulo/214180.

Notes

[1] https://www.alainet.org/es/articulo/210889.